

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 25 octobre 2013

La farce du Front de Gauche

Romain LAMEL

Les militants parisiens du PCF ont tranché le 19 octobre pour s'unir à 57 % dès le premier tour à la candidate du Parti Socialiste, Anne Hidalgo. Quel objectif politique derrière ce scrutin pipé de bout en bout ?

L'enjeu pouvait sembler de taille : l'orientation de la principale organisation du Front de Gauche était soumise au vote des militants de la seule fédération parisienne. Dans un pays centralisé comme la France, les politiques d'alliance décidées dans la capitale sont une question éminemment symbolique qui servent de vitrine au niveau national. 1 200 votants du PCF 75 ont donc choisi à 57 % de s'allier avec le Parti Socialiste dès le premier tour, soit seulement 170 voix d'écart essentiellement concentrées dans la section du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent et du secrétaire départemental du PCF Paris, Igor Zamichiei. Le poids de la direction du PCF a été déterminant pour imposer cette alliance avec le parti gouvernemental.

Le rôle majeur de Pierre Laurent peut s'expliquer par les concessions de sièges dans les institutions octroyées par le Parti Socialiste par peur de voir surgir une alternative à sa gauche. Ainsi, le PCF verrait sa représentation augmenter de 8 à 13 sièges en cas de victoire du Parti Socialiste en mars prochain. Pierre Laurent obtiendrait ainsi les voix de grands électeurs suffisant à sa propre réélection au Sénat. Pour convaincre de ce choix opportuniste, la direction du PCF a préparé une brochure vantant le bilan des treize années de mairie Delanoë ayant l'outrecuidance d'imaginer Paris comme un « pôle de résistance aux politiques d'austérité » [1]. Ces mensonges valent-ils un siège de sénateur aussi confortable soit-il ?

Comment le PCF peut-il imaginer résister aux politique d'austérité avec un parti qui depuis mai 2012 a prouvé sa plus absolue servilité au patronat, leur offrant 20 milliards d'euros dans le cadre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), leur facilitant les licenciements dans le cadre de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) ou encore en faisant une réforme des retraites allongeant la durée de cotisation dans la droite lignée de celle de Nicolas Sarkozy ? La distinction entre la politique nationale du gouvernement et la politique locale de Delanoë / Hidalgo est tout à fait illusoire. On peut se rappeler des propos d'Anne Hidalgo cédant au racisme anti-Roms ambiant et considérant à l'image des politiques que mènent Manuel Valls depuis le ministère de l'Intérieur que « Paris ne peut pas être un campement géant » ou encore de la menace de fermeture du service des urgences de l'Hôtel-Dieu par la municipalité obéissant aux injonctions nationales de restrictions budgétaires dans tous les services publics [2].

Jean-Luc Mélenchon a comme à son habitude théâtralisé sa réaction s'affirmant « le cœur en cendres », « personnellement odieusement trahi », « trompé » dont le « cas est déplorable parce qu'on le voit comme le nez au milieu de la figure ». Il soutiendra une liste autonome dirigée par une autre dirigeante du Parti de Gauche, en appelant aux communistes qui souhaitaient l'autonomie. Cette alternative pour les militants du PCF n'est pas non plus celle d'une indépendance réelle à l'égard du Parti Socialiste. L'option proposée par l'ancien ministre délégué à l'enseignement professionnel est de déplacer à gauche le curseur de l'actuelle majorité présidentielle en ralliant Europe Écologie – Les Verts à sa cause. Il ne s'agit donc pas d'une opposition franche au gouvernement, le Parti de Gauche n'envisage rien d'autre qu'une évaluation du rapport de forces avant de fusionner les listes en vue du second tour.

Se soumettre au PS au premier ou au second tour, voilà, la fausse alternative offerte aux militants communistes ! Dans de nombreux cas, les communistes dirigeront une liste autonome au premier tour à Strasbourg, Marseille, Montpellier, Lille, Rennes, ou Bordeaux avant un probable ralliement au second ; dans d'autres, comme Paris ou Nantes, ils seront subordonnés au parti présidentiel dès le premier tour ; dans aucun des cas, ils iront au combat au premier comme au deuxième tour face à un gouvernement qui attaque sur tous les fronts : emploi, immigration, environnement...Les deux options proposées aux militants du PCF s'avèrent être seulement une farce dont le gouvernement est dans chacun des choix, le grand vainqueur !

Romain Lamel, le 24/10/2013

[1] http://paris.pcf.fr/sites/default/files/livreprogramme-v6_1.pdf

[2] Le PCF a voté en Conseil municipal pour le Plan Local d'Urbanisme qui permet la fermeture du service des urgences.

<http://www.ccr4.org/La-farce-du-Front-de-Gauche>
<http://www.ccr4.org/La-farce-du-Front-de-Gauche>

<http://www.legrandsoir.info/la-farce-du-front-de-gauche.html>